

Kurdistan de Syrie : Rojava, le PYD et l'autodétermination kurde

mardi 7 mars 2017, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2016).

Les Kurdes de Syrie, c'est-à-dire du Kurdistan-Ouest (Rojava) sont désormais devenus des acteurs incontournables du processus combiné de révolution, contre-révolution, guerre civile et autodétermination en cours en Syrie.

Sommaire

- [Le nationalisme kurde sous \(...\)](#)
- [De l'intifada kurde à la \(...\)](#)
- [Le PYD et le confédéralisme](#)
- [Rojava, potentialités et \(...\)](#)
- [Campisme et révolution permane](#)

Le PYD (Parti de l'Union démocratique) avait déjà *de facto* pris le contrôle dans les enclaves de Kobané d'abord, puis d'Afrin et de Jazira à la suite du retrait des forces du régime Assad en juillet 2012, et il avait déclaré l'autonomie dans cette région en janvier 2014 comme réaction à ce qu'il ne soit pas invité à la deuxième conférence de Genève. Mais c'est principalement avec le siège de Kobané par l'État islamique et à l'audacieuse résistance des Unités de protection populaire (YPG) et particulièrement des femmes combattant dans les rangs des YPJ que les forces liées au PYD et l'expérience d'autodétermination au Rojava ont obtenu une légitimité et jouissent d'un soutien au niveau international.

Comme nous le savons, le siège de Kobané a finalement été brisé, avec le soutien de militants kurdes et turcs passant de force la frontière turco-syrienne, des peshmergas Irakiens et bien sûr des frappes aériennes étatsuniennes. Depuis, les Forces démocratiques de Syrie (FDS) dont les YPG constituent la principale force militaire, soutenus par les États-Unis et, dans une certaine mesure, par la Russie, jouent un rôle crucial dans la guerre contre l'État islamique.

Nous essayerons d'exposer brièvement dans cet article les racines politiques du PYD, sa place dans le mouvement national kurde de Syrie, sa ligne idéologique, ses positions dans la révolution, ainsi que les principales modalités et difficultés du processus d'autodétermination en cours dans le Rojava.

Le nationalisme kurde sous le Baath

Le nationalisme kurde en Syrie représente un paysage fortement fragmenté. La multitude de partis dépasse de loin ce que l'on peut voir dans les autres parties du Kurdistan. S'il est difficile de suivre les perpétuels regroupements et scissions, on peut sans doute affirmer que plus d'une quinzaine de partis kurdes sont actifs actuellement. La plupart de ces partis sont originaires du Parti démocrate du Kurdistan de Syrie (PKKS) fondé en 1957 dont se sont rapidement dégagées des tendances « gauche » et « droite », qui ont scissionné pour former des partis distincts vers 1965. Les

développements fractionnaires dans les partis kurdes d'Irak (pris comme modèles), les conditions d'activités clandestines, les accusations de collaboration avec le régime et les infiltrations et interventions des services de renseignements ont perpétué les scissions.

Les divergences politiques provenaient principalement du ton employé envers le régime et des revendications politiques qui allaient de la reconnaissance des droits culturels, linguistiques et de citoyenneté à la reconnaissance constitutionnelle des Kurdes comme minorité. Toutefois il est important de souligner que l'autonomie n'a pratiquement jamais été revendiquée avant 2011 (à part le parti Yekiti). Notons cependant que la citoyenneté est une question cruciale étant donné qu'après le recensement exceptionnel de 1962 plus de 120 000 Kurdes se sont vu retirer leur nationalité et ont été classifiés soit comme *ajanib* (« étranger ») muni d'une fiche d'état civil spécifique, soit comme *maktumin*, non-enregistré, sans pièce d'identité et sans droits...

Cette multitude de partis mena dans les années 1990 à des regroupements. Ainsi les partis proches du courant irakien-kurde de Jalal Talabani se regroupèrent dans l'Alliance démocratique kurde de Syrie (« Hevbendi ») alors que ceux liés à Mesut Barzani formèrent le Front démocratique kurde de Syrie (« Eniya »). Parmi les partis non originaires du PDKS, nous devons tout d'abord bien sûr compter le PKK et son « parti frère », le PYD, fondé en 2003. Le leader du PKK Abdullah Öcalan ainsi que toute son organisation avaient bénéficié du soutien de Hafez al-Assad - dans le cadre de sa rivalité avec son voisin turc - jusqu'à la fin des années 1990, les camps du PKK étant installés en Syrie depuis le début des années 1980. Ainsi la question kurde en Syrie n'était pas à l'ordre du jour du PKK et c'est seulement après que le régime eut cessé d'abriter Öcalan et la fondation du PYD que ce dernier commença à s'intéresser à la politique syrienne.

Un autre parti important fut celui de Michel Temo, le Parti de l'Avenir kurde, fondé en 2005, qui privilégia la coopération avec l'opposition arabe au début de la révolution, mais son assassinat porta un coup sévère à son mouvement, qui scissionna. Le Parti de l'Union kurde de Syrie, connu sous le nom de Yekiti et né de la fusion de plusieurs groupes - dont un petit courant trotskiste qui se réclamait dans les années 1980 de la IV^e Internationale, dirigé par le poète Marwan Othman [1], doit être aussi signalé comme force de gauche dans l'éventail politique kurde. L'intervention politique de Yekiti, plus ouverte, plus radicale, visant à mobiliser la communauté kurde, et pas seulement dans le Rojava, mais directement dans la capitale, avec un programme « lutte de classe », à partir de 2002, au lendemain du court printemps de Damas, a été importante au niveau de la confrontation avec le régime et de la politisation qui mena au « *Serhildan* » (révolte en kurde) de Qamishlo [2].

De l'intifada kurde à la révolution syrienne

Un événement clé fut donc la révolte de Qamishlo en 2004, désignée aussi comme l'intifada kurde, où pour la première fois des milliers de Kurdes, à la suite d'affrontements avec des supporters nationalistes arabes lors d'un match de football et une sévère répression de la police, sortirent dans la rue pour affirmer leur identité kurde et revendiquer leurs droits de citoyenneté. Le soulèvement ne fut pas limité à Qamishlo ou à la région du Rojava, mais gagna rapidement les quartiers kurdes de Alep et de Damas. Des statues du père Assad furent renversées, des commissariats, des établissements publics, des centres du Baath furent attaqués.

C'est lors de ce *serhildan* que l'on assista pour la première fois, pendant plus de dix jours, à la mobilisation d'une jeunesse kurde radicale et indépendante des partis traditionnels du nationalisme kurde et que l'on reverra dans les premiers temps de la révolution. Aux côtés de cette jeunesse radicalisée, il faut préciser que c'est surtout Yekiti et le PYD qui furent le fer de lance des mobilisations (la chaîne de télévision liée au PKK, Roj TV, appelait ouvertement à l'insurrection). Mais

la répression du régime fut féroce. Des organisations de jeunesse se formèrent au lendemain de la révolte, se distanciant du pacifisme des partis traditionnels – avec parfois une orientation de lutte armée, sans pour autant passer à l’acte. La perspective de l’autonomie gagna du terrain dans les consciences face aux revendications d’égalité des droits et de citoyenneté défendues par l’Alliance et le Front [3].

Contrairement à ce que l’on pense, les premières mobilisations spontanées en 2011 dans le Kurdistan syrien eurent lieu, assez tôt, fin mars, principalement dans la ville d’Amuda, puis de Serekaniye. Si Bachar al-Assad essaya de calmer la situation en acceptant de donner la nationalité aux Kurdes possédant le statut « d’étranger » (mais non aux *maktumin*) cela ne fut pas suffisant pour renvoyer la jeunesse kurde chez elle. Comme dans le reste du pays, des comités de coordination se formèrent, le Mouvement de Jeunesse kurde (TCK) fondé dans le feu des événements de 2004 joua aussi un important rôle mobilisateur.

Au niveau des partis ce furent principalement le Mouvement de l’Avenir, Yekiti et le Parti kurde de la liberté (« Azadi ») qui prirent part aux manifestations dès le début. Les autres partis ne rejoignirent le mouvement que dans le courant de l’été. Michel Temo, leader du Mouvement de l’Avenir fut le seul à participer au Conseil national syrien (CNS), fondé lors de la conférence d’Istanbul au mois de juillet. Cette position aurait permis de nouer des liens entre les oppositions syrienne et kurde, s’il n’avait pas été assassiné en octobre 2011. Ses funérailles se transformèrent en manifestations géantes à Qamishlo. Ces mobilisations accélèrent l’entreprise de regroupement des partis kurdes originaires du PDKS, qui finalement se ralliaient à la révolte et formèrent, sous l’égide de Mesut Barzani, le Conseil national kurde de Syrie (ENKS), auquel se joignirent aussi Yekiti et Azadi. Ainsi ce fut le plus large rassemblement du mouvement national kurde en Syrie.

Deux partis seulement se tinrent en dehors, le parti de Temo, toujours membre du CNS et le PYD. Ce dernier, qui se tenait en marge du soulèvement qui secouait tout le pays, ainsi que la région kurde, avait fondé dès le mois de septembre une coordination de différents partis arabes baathiste de gauche (« marxiste », « communiste », « léniniste ») et un parti araméen-chrétien. Leur orientation était plutôt de négocier avec le régime afin d’obtenir des acquis démocratiques, sans perspective de renverser le régime et – selon eux – sans risquer d’ouvrir la porte à une guerre civile. Des centaines de militants du PYD sortirent ainsi de prison en même temps que les militants djihadistes.

Critiquant l’ENKS accusé de faire le jeu de la Turquie (en raison des rapports entre Barzani et Ankara) et du CNS qui ne donnait aucune garantie pour les droits du peuple kurde, le PYD opta ainsi pour une « troisième voie ». À travers son Mouvement pour une Société démocratique (Tev-Dem) regroupant les partis et associations de la société civile qui lui sont liés, il déclara la fondation du Conseil populaire du Kurdistan de l’Ouest, qui constituera la principale structure administrative dans le Rojava après que le PYD et les YPG y eurent pris le contrôle à la suite du retrait des forces du régime [4].

Le PYD et le fédéralisme démocratique

La fondation du PYD résulte d’une tendance à la décentralisation du PKK, parallèlement à un changement radical de perspective politique de la part d’Öcalan. Peu avant son arrestation en 1999, le leader du PKK avait abandonné l’objectif d’un Kurdistan indépendant et unifié (qui était désormais selon lui un « conservatisme ») et proposé un nouvel objectif stratégique reposant sur sa thèse de la « république démocratique ». Probablement formulée en vue d’ouvrir des négociations, Öcalan y proposait une résolution de la question kurde à travers la démocratisation de la Turquie, sans changement de frontière. Ainsi les objectifs étaient limités à la reconnaissance des Kurdes par l’État

et au respect de leurs droits culturels (de même que la libération des prisonniers et l'autorisation des combattants de se réintégrer dans la vie civile).

Toutefois, il s'est avéré rapidement qu'il n'était pas question de négociation de la part de l'État. De plus, avec la consolidation de la région autonome kurde en Irak à la suite de l'intervention américaine, le Kurdistan du sud (d'Irak) et le PDK de Barzani - rival historique du PKK - devenaient un pôle d'attraction pour le peuple kurde. Donc la perspective d'une résolution de la question kurde limitée à une démocratisation du régime turc contenait un réel risque politique pour le PKK. Öcalan a ainsi dû opérer à nouveau un changement de stratégie prenant en compte toutes les parties du Kurdistan [5]. La fondation du PYD en Syrie (2003) et celle du PJAK en Iran (2004), de même que le projet politique qui allait plus tard prendre le nom de confédéralisme démocratique, résultent de cette nouvelle approche. Ce projet ainsi que celui de l'autonomie démocratique qui le complète au niveau local est fortement inspiré des études du théoricien socialiste libertaire Murray Bookchin (qui participa au mouvement trotskiste dans les années trente aux États-Unis). Après une reconsidération du marxisme, Bookchin remplace la contradiction capital-travail par la contradiction capital-écologie et propose un combat anticapitaliste visant à une décentralisation des villes, une production locale de nourriture, l'utilisation d'énergies renouvelables. Dans le projet « communaliste » de Bookchin, ces petites villes autonomes administrées à travers des conseils démocratiques, formeraient entre elles des unités confédérales pour la résolution des problèmes dépassant les frontières de leur commune [6]. Toutefois, dans les différents textes programmatiques du PKK et les écrits d'Öcalan, ce à quoi correspondraient ces notions dans la pratique reste assez indéterminé : s'agira-t-il de la confédération des partis et organisations liés au PKK ou est-ce un projet plus vaste et inclusif ? Est-ce un projet multi-ethnique pour tous les peuples du Moyen-Orient ou bien un projet pour le Kurdistan et dont le protagoniste serait le peuple kurde ? L'autonomie signifie-t-elle un renforcement des administrations locales existantes ou bien s'agit-il d'un projet politique plus subversif [7] ? On peut multiplier les questions notamment au niveau des moyens à utiliser pour conquérir l'autonomie et des rapports avec les États concernés, sans parler de ceux avec le mode de production capitaliste...

Ainsi que le souligne Alex de Jong dans son excellent article sur les évolutions idéologiques qu'a connu le PKK, les écrits d'Öcalan et les textes du PKK (dont Öcalan est « l'organe théorique-idéologique suprême » selon ses statuts) comportent un « potentiel du flou », ainsi il est possible de trouver toute sorte de réponses à ces questions et, avec tous les inconvénients que cela comporte, le caractère flou et inachevé de son projet politique peut s'avérer utile et l'ouvrir à des interprétations plus larges [8]. Mais en dehors de ceci, se dégagent de ces textes (et de la pratique des organisations liés au PKK) deux points essentiels. Le rejet de l'État-nation (remplacé par la « nation démocratique », concept flou encore une fois) et l'importance de l'écologie et de la libération de la femme (reposant parfois sur une identification femme-nature-vie), que l'on retrouve dans la Charte de Rojava.

Rojava, potentialités et contradictions

Le modèle d'administration présenté dans la charte ou le « contrat social » de Rojava (2014), qui a désormais pris le nom de Système fédéral démocratique de la Syrie du Nord et du Rojava, frappe par l'accent qu'il met sur l'importance de la démocratie (« auto-administration »), des droits des femmes et des enfants, de l'écologie, de la laïcité et bien sûr du caractère multi-ethnique de la région. Dans un territoire dont les différentes parties sont contrôlées par l'État islamique, par les bandes djihadistes d'Al Nusra et d'Ahrar al Sham et par le régime sanguinaire d'Al Assad, ce n'est pas rien. Le contrat qui est dit être accepté par les peuples kurde, arabe, arménien, syriaque (assyrien, chaldéen et araméen), turkmène et tchéchène, refuse l'État-nation, l'État religieux et militaire et

l'administration centrale et se déclare comme une partie d'une Syrie parlementaire, fédérale, pluraliste et démocratique.

La dimension multi-ethnique du régime au Rojava, qui a mené à la modification de son nom - Öcalan avait d'ailleurs proposé que ce soit juste « Fédération de la Syrie du Nord » [9] - est critiquée par des courants nationalistes présents dans l'ENKS. Ainsi le secrétaire général du Parti progressiste démocrate, Ehmed Suleyman, exprime dans un entretien réalisé en janvier 2015 qu'il ne s'agit pas d'un « projet pour les Kurdes. L'autonomie démocratique a été fondée avec les arabes, les Syriques et les Tchétchènes. Nous ne pouvons pas résoudre la question kurde de cette façon. Notre peuple doit comprendre que ce qu'ils ont fondé n'appartiendra pas aux kurdes ». Contre cette perspective d'inclure les différentes ethnies dans le processus de construction de l'autonomie certains partis de l'ENKS défendent par exemple le déplacement des populations arabes installées dans le Rojava dans le cadre de la politique de la « ceinture arabe » dans les années 1970 [10].

Si ce contrat est principalement limité à la structure administrative, la Charte adoptée auparavant par Tev-Dem en 2013, beaucoup plus détaillée, reflétait encore plus l'esprit libertaire bookchinien des idées d'Öcalan qui a fortement inspiré le modèle du confédéralisme démocratique. Par exemple les communes sont définies comme « les plus petites unités de la société et les plus efficaces. Elles sont constituées selon le paradigme de la société où règnent les valeurs de la liberté de la femme et la démocratie écologique sur la base de la démocratie directe ». Le système économique communal est dit être dominé par l'idée de justice sociale et vise à éliminer toutes les formes d'exploitation. Les « maisons du peuple » œuvrent à « la naissance de la culture de la démocratie communale ».

Toutefois il n'est malheureusement pas suffisant de répéter le terme de démocratie pour que celui-ci fonctionne sans entrave. Car pour l'instant il s'agit d'une démocratie... sans élections. Si le pluralisme est loué au niveau des différents groupes ethniques, sa dimension politique est plutôt absente. Que le contrat social désigne les YPG comme forces armées de Rojava, reflète bien le fait que le PYD ne soit pas enclin à partager le contrôle des territoires qu'il dirige. L'imposition de l'idéologie d'Öcalan est aussi visible au niveau de l'éducation. Tous les enseignants de l'école primaire ou autre doivent auparavant passer par une formation basée sur les textes d'Öcalan et, par exemple, dans le canton de Jazira, dans des livres d'école primaire figurent des paroles d'Öcalan et des écrits concernant la vie des martyrs du PKK [11]. Mais mis à part ces exemples d'imposition d'une idéologie officielle dès le plus jeune âge (fait ressemblant très étrangement à l'expérience du kémalisme) les pratiques autoritaires à l'égard des autres partis kurdes et des groupes ethniques n'acceptant pas la domination du PYD ont été maintes fois dénoncées. Il y a eu des mouvements de protestation contre le PYD et ses pratiques, notamment à Amuda et Derabissyat en 2013, les forces de sécurité liées au PYD (les « asayish ») n'ont pas hésité à tirer sur la foule, en causant la mort de plusieurs manifestants [12]. Plus récemment, en août 2016 l'arrestation de Hassan Salih, dirigeant de Yekiti, a été un acte déplorable. Salih avait déjà été emprisonné pendant un an et demi en 2003 par le régime syrien, avec Marwan Othman, et leur libération avait réuni un cortège de 4 kilomètres de long avec la participation de plusieurs milliers de personnes [13]...

De plus, le fait que le régime se soit retiré (partiellement) du Rojava sans aucun conflit armé en laissant une grande partie de son artillerie et de ses munitions, tout en continuant à contrôler l'aéroport, la gare ferroviaire, des établissements étatiques, détenant un camp militaire au sud de Qamishlo et continuant à être présent à Hasseke, payant le salaire des enseignants (à part ceux des cours de kurde), est jugé par l'opposition kurde comme témoignant de la collaboration avec l'État syrien. S'il n'est pas possible d'exclure la thèse d'un certain compromis concernant le retrait de l'armée syrienne entre le PYD et le régime, soucieux de ne pas multiplier les fronts de combat, il nous semble difficile de parler à proprement dire d'une alliance entre les deux, ainsi que le montrent les récents conflits entre les forces (YPG et asayish) du Rojava et celles du régime soutenu par les milices assadiennes, de même que les bombardements de quartiers civils à Hasseke par l'aviation

militaire syrienne.

La situation est d'autant plus complexe que le PKK-PYD a pour la première fois obtenu l'occasion de concurrencer son rival historique d'Irak du Nord en construisant son propre « État », une structure administrative souveraine avec des frontières, pour l'instant toujours changeantes. La réalité d'un Rojava autonome, renforcé par la bataille héroïque de Kobané (qui constitue désormais un nouveau mythe fondateur pour le PKK), a permis à l'organisation, mutilée par l'emprisonnement de son leader et des années de négociation avec l'État turc sans résultat - s'étant de plus soldées par un bain de sang - d'ouvrir une nouvelle séquence de son histoire...

Campisme et révolution permanente

Les marxistes révolutionnaires n'ont pas le luxe de succomber à la tentation d'adopter confortablement une grille d'analyse campiste et une des prises de position qui en découle. Le campisme dans son sens classique désigne le fait de soutenir, dans des périodes de tensions et conflits géopolitiques, un des camps en présence, contre l'autre identifié à un mal absolu, sans prendre en compte les rapports de domination de classe en son sein. Le débat sur le campisme porte principalement sur le soutien par des forces de gauche, lors de la guerre froide, au bloc de l'Est ou de l'Ouest, respectivement au nom de l'anti-impérialisme ou de la démocratie. Une telle polarisation survient aujourd'hui concernant le conflit ukrainien et surtout la question syrienne entre les États-Unis/l'Union européenne et la Russie. Ce dont il est question dans notre cas, c'est, dans le cadre du processus combiné en Syrie, la défense, suivant la même mentalité campiste, d'un des camps en présence, c'est-à-dire des Kurdes dans leur projet d'autonomisation ou du soulèvement contre le régime, sans prendre en compte l'autre processus, en lui attribuant une importance secondaire ou bien en le plaçant dans une position adverse.

Ainsi il ne nous est pas possible d'isoler le processus d'autodétermination kurde des dynamiques du soulèvement syrien et de porter un regard acritique envers le PYD-PKK, en jugeant comme secondaire les pratiques autoritaires et les atteintes aux droits politiques, qui sapent de plus les bases de son projet démocratique. Mais il n'est pas concevable non plus de refuser de prendre en compte le processus en cours au Rojava avec ses dimensions véritablement progressistes - qui n'ont pas leur pareil dans toute la région - et de minimiser les potentialités émancipatrices qu'elles comportent, en prétextant les rapports (en évolution permanente) avec le régime ou avec les États-Unis, qui comportent leur part de danger, ainsi que les contradictions que nous avons citées.

Si la direction du Rojava est bien entendu responsable de ses actes et alliances, toutes ses contradictions doivent aussi être abordées dans le cadre des conflits historiques inter-ethniques entre les Kurdes et les arabes dans la région et de la rivalité entre les diverses directions du peuple kurde. Nous n'avons pas d'autre choix que de prendre la question avec toute sa complexité à bras-le-corps et d'élaborer une approche critique et constructive en même temps [14]. Celle-ci doit s'appuyer sur le socle de la communauté des intérêts des classes laborieuses kurdes, arabes et des autres peuples de la région et donc de la nécessité de l'imbrication des processus d'autodétermination et de révolution.

Rien de nouveau en cela, l'argument principal de la perspective stratégique de la révolution permanente formulée par Léon Trotski au lendemain de la révolution russe de 1905, mais ayant déterminé (surtout par son absence) le cours de tous les soulèvements révolutionnaires, de la révolution française au « printemps arabe », met en évidence cette nécessité. Les processus révolutionnaires ayant pour objectif la libération nationale et l'instauration d'un régime démocratique s'affaiblissent et finalement échouent si des mesures collectivistes, anticapitalistes ne

sont pas prises, si les aspirations des classes populaires – dont le soutien est primordial – ne sont pas prises en considération et déçues. Et de même lorsque des mouvements visant à une transformation radicale, égalitaire et libertaire de la société ne respectent pas les principes démocratiques sur les territoires qu'ils contrôlent, ne reconnaissent pas le droit à l'autodétermination des autres peuples, n'agissent pas avec une perspective anti-impérialiste c'est-à-dire en toute indépendance politique des forces mondiales et régionales, leur révolution est condamnée à s'éloigner de ses objectifs initiaux, et donc vouée à l'échec.

Ainsi, une tâche principale pour la gauche radicale qui milite hors de l'espace de conflit, mis à part les indispensables actions de solidarité, est d'œuvrer au développement de cette conscience dans nos sociétés respectives contaminées par ce fléau idéologique – ressorti de sa tombe – qu'est le campisme, dont l'unique antidote demeure toujours la tradition de l'internationalisme prolétarien portée par le marxisme révolutionnaire.

Uraz Aydin

P.-S.

* Inprecor n° 633-634 novembre-décembre 2016 :

<http://www.inprecor.fr/article-Kurdistan%20%20%20Syrie-Rojava,%20le%20PYD%20et%20l'autod%C3%A9termination%20kurde?id=1975>

* Cet article a été initialement rédigé pour le numéro d'automne 2016 de Athawra Addaima (Révolution permanente), revue des militants marxistes révolutionnaires de la région arabe.

Notes

[1] Chris Den Hond, « Interview with Marwan Othman », <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article53>

[2] Voir Jordi Tejel, Suriye Kürtleri. Tarih, Siyaset ve Toplum (Les Kurdes de Syrie. Histoire, politique et société). İntifada yayınları, İstanbul 2015 ; Sirwan Kajjo, Christian Sinclair, « The Evolution of Kurdish Politics in Syria (1927-2011) », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38710>

[3] Julie Gauthier, « Les événements de Quamichlo : l'irruption de la question kurde en Syrie ? », Études kurdes n° 7, mai 2005.

[4] Voir Thomas Schmidinger, Suriye Kürdistanı'nda Savaş ve Devrim (Guerre et révolution au Kurdistan de Syrie), Yordam kitap, İstanbul 2015.

[5] Ergun Aydinoglu, Fis Köyünden Kobané'ye Kürt Özgürlük Hareketi (Le Mouvement de libération kurde du village de Fis à Kobané), Versus, İstanbul 2014. Voir aussi le remarquable entretien avec Emre Ongun, « Turquie : panorama et perspectives – Sur la nature du nationalisme turc, les Kurdes, le PKK et la gauche turque », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37297>.

[6] Murray Bookchin, Geleceğin Devrimi, Halk Meclisleri ve Doğrudan Demokrasi, Dipnot, Ankara 2015 (La révolution de l'avenir, les conseils populaires et la démocratie directe -recueil d'articles).

[7] Öcalan disait par exemple « Que la Turquie me comprenne bien. Je n'ai rien contre l'État unitaire. Je respecte le drapeau. Dans ma tombe peuvent se trouver trois drapeaux. Le drapeau de l'Union européenne, celui de l'État unitaire et le drapeau du confédéralisme symbolisant la démocratie ». Cengiz Kapmaz, *Öcalan'ın İmralı Günleri* (Les jours d'Imrali d'Öcalan), İthaki yayınlari, İstanbul 2011.

[8] Alex De Jong, ESSF (article 34511), [Stalinist caterpillar into libertarian butterfly ? - The evolving ideology of the PKK](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34511) :

[9] <http://www.demokrathaber.org/guncel/devlet-ocalan-la-en-son-25-haziran-da-gorustu-ortami-y-umusatan-mektup-istedi-h71252.html>

[10] T. Schmidinger, cf. note 4.

[11] Yasin Duman, Rojava, Bir Demokratik Özerklik Deneyimi (Rojava, une expérience d'autonomie démocratique), İletişim yayınları, İstanbul:2016.

[12] Joseph Daher, « Le PKK et la question de l'autodétermination du peuple kurde », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34050>

[13] Tejel, voir note 2, p.250.

[14] Le document « En soutien à la lutte du peuple kurde pour vivre libre et dans la dignité » adopté par le Bureau exécutif de la IV^e Internationale sous mandat de son Comité international, peut constituer un exemple pour une telle élaboration. ESSF (article 37423), [En soutien à la lutte du peuple kurde pour vivre libre et dans la dignité](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37423) :